

# La finance, amie de l'emploi

par Jacques Marseille

**M**ais qui sont ces entreprises modèles dans lesquelles chaque salarié français rêverait de travailler? Tout simplement celles qui incarnent à leurs yeux le diable personnifié, à savoir les entreprises sous LBO (pour *leverage buy out*), c'est-à-dire celles qui, détenues par des professionnels de la finance, n'auraient pour seule motivation que de prendre le contrôle de sociétés sous-valorisées pour mieux les dépecer et ramasser leur butin. C'est ce qui ressort, en tout cas, de l'étude réalisée ce mois de mars 2007 par le cabinet d'audit Constantin pour l'Association française des investisseurs en capital (Afic).

Une enquête qui révèle, tout d'abord, l'attractivité du territoire français. Premier marché d'Europe continentale et troisième marché au monde pour les capitaux investis (12 milliards d'euros entre 2003 et 2005), la France voit ainsi 300 de ses entreprises financées chaque année par ces fonds spécialisés de capital-risque dont la stratégie repose sur l'endettement des entreprises qu'ils reprennent – essentiellement des PME/PMI – et sur la motivation de leurs dirigeants amenés à s'impliquer financièrement pour espérer s'enrichir à terme. Au total, ces sociétés emploient aujourd'hui 1,5 million de salariés et réalisent près de 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France.

**Plus fort que la moyenne nationale.** Réalisée sur un échantillon d'entreprises sous LBO depuis au minimum deux ans, l'étude révèle ainsi que la croissance moyenne de leur chiffre d'affaires en France s'établit à 5,6% par an, une progression deux fois plus importante que celle des 50 plus grandes entreprises françaises (2,5%) et encore plus nettement supérieure à la moyenne nationale (0,7%).

Mieux, cette croissance du chiffre d'affaires est liée pour 73% à l'accroissement des effectifs et pour 27% seulement à des gains de productivité. C'est dire à quel point la finance est ici la meilleure alliée du social: la progression annuelle moyenne des effectifs s'élève à 4,1% dans les entreprises sous LBO, contre 0,6% en moyenne nationale.

Décomposée par régions, cette performance est encore plus significative. Dans le Nord, les entreprises sous LBO ont vu leurs effectifs s'accroître en moyenne annuelle de 2,5%, alors qu'ils baissaient

de 0,5% dans la région. Dans le Sud, ils se sont accrus de 4,5% contre une hausse moyenne de 1,9% dans la région. Dans l'Est, ils se sont accrus de 1,5% contre une baisse moyenne de 0,6% dans la région. En Ile-de-France, qui est leur terre d'élection, ils se sont accrus de 5,2% contre une hausse régionale moyenne de 1%.

Mieux encore, la croissance annuelle moyenne des salaires dans les entreprises sous LBO s'établit à 3,3%, contre 2,9% en moyenne nationale. En moyenne nationale toujours, dans ces entreprises l'absentéisme et le turnover sont beaucoup plus faibles que dans les autres. Enfin, l'effort consacré à la formation professionnelle (2,3% de la masse salariale) dans les entreprises sous LBO est supérieur au taux légal de 1,6%. Dans 13% de ces entreprises, la mise en place d'accords collectifs a même permis une baisse du temps de travail et une ouverture à l'actionnariat des cadres et des autres salariés.

**Fantasmes français.** Enfin, pour les sorties de LBO, 18% ont été réalisées par introduction en Bourse et 82% par une cession à un tiers. Surtout, 1,5% seulement des entreprises de l'échantillon étudié ont été mises en dépôt de bilan ou liquidées au cours des trois dernières années, contre 4,7% en moyenne nationale.

Engagement, sens de l'entreprise, plus grandes responsabilités confiées au management comme au personnel, telles sont finalement et naturellement, oserait-on dire, les clés d'un succès qui n'a rien d'étonnant. Que Jacques Chirac ait pu déclarer le 30 mai 2006, en pleine bataille boursière d'Arcelor contre Mittal: « *On fait de l'argent sur le dos des gens et après on fiche tout le monde dehors. La dictature de la rentabilité financière, ça suffit* », en dit long sur les fantasmes d'un peuple et malheureusement d'une « élite » qui voit la France livrée aux aléas du capitalisme financier et à la tyrannie de ces « puissances secrètes ».

N'en déplaise à Jacques Chirac ou aux leaders de la Ligue communiste révolutionnaire et du PS étrangement alliés dans ce fantasme typiquement français, la finance peut être l'amie de l'emploi. Une suggestion: plutôt que de confier à l'Etat la recapitalisation d'EADS, pourquoi ne pas confier cette entreprise à un LBO? ■

UNE RÉCENTE ENQUÊTE CONCLUT QUE DANS LES ENTREPRISES SOUS LBO LE PERSONNEL N'A PAS À SE PLAINDRE DES CONDITIONS QUI LUI SONT FAITES. BIEN AU CONTRAIRE.